

**DEMANDE DE SERVICES JURIDIQUES
PAR LE BIAIS DE LA *PLATEFORME PRO BONO***

I. Informations générales concernant la personne morale

Nom de la personne morale :

Adresse du siège social :

Rue et N° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Canton/Province : _____ Pays : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

E-mail : _____ Site Internet : _____

Adresse de correspondance (si différente de celle du siège) :

Rue et N° :

Code postal : _____ Ville : _____

Canton/Province : _____ Pays : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

E-mail : _____ Site Internet : _____

Représentant légal de la personne morale :

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ E-mail : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

Personne en charge de la présente demande de mandat :

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ E-mail : _____

Téléphone : _____ Fax : _____

Date de constitution de la personne morale : _____

But social de la personne morale :

Activités principales réalisées :

Liens avec d'autres personnes morales :

Noms des associations, fondations ou autres personnes morales dont la personne morale est membre :

La personne morale bénéficie-t-elle d'un label ? oui non

Si oui, lequel ? _____

La personne morale est-elle reconnue d'utilité publique ? oui non

Informations concernant les ressources humaines :

Nombre de membres du comité : _____

Nombre de personnes physiques membres : _____

Nombre de personnes morales membres : _____

Nombre de salariés : _____

Nombre de bénévoles réguliers : _____

Nombre de juristes employés au sein de l'entité : _____

Veuillez indiquer si un délai judiciaire a été imparti à la personne morale

Oui, délai au _____ pour _____

Pas de délai

La personne morale a-t-elle déjà contacté un ou plusieurs avocats au sujet de la problématique faisant l'objet de la présente demande ?

oui non

Si oui, veuillez fournir leur(s) identité(s) et expliquer dans quel cadre la personne morale les a contactés, ce qu'elle leur a demandé et la suite qu'ils y ont donnée. Veuillez également indiquer pourquoi la personne morale a besoin de services juridiques complémentaires :

III. Historique

La personne morale a-t-elle déjà effectué une demande de services juridiques *pro bono* par le biais de la plateforme *pro bono* de l'ODA (la « **Plateforme** ») ?

oui non

Si oui, à quelle date ? _____

IV. Pièces à joindre à la demande (si existantes)

Veuillez joindre à la demande les pièces suivantes :

1. Statuts de la personne morale
2. Procès-verbal de la dernière assemblée générale
3. Comptes du dernier exercice comptable et rapport des vérificateurs de comptes
4. Budget de l'exercice comptable actuel
5. Preuve d'exonération fiscale ou demande pendante en ce sens

La Commission des droits de l'Homme (CDH) se réserve de droit de requérir d'autres documents de la personne morale requérante en cas de besoin.

Le présent formulaire est à renvoyer par courriel, à l'adresse suivante : probono@odage.ch.

Par la présente signature, la personne morale requérante accepte les conditions suivantes de participation à la Plateforme :

1. La personne morale requérante ne dispose d'aucun droit à ce que la CDH donne suite à sa requête ni à ce que la CDH rende une décision de refus motivée.
2. La responsabilité de l'Ordre des avocats de Genève (ODA), de la CDH, du bureau *pro bono* de la CDH ainsi que du conseil présidant ce bureau pour les services juridiques *pro bono* fournis est exclue. La personne morale requérante ne dispose d'aucun droit de recours contre ces dernières entités.
3. Des informations générales sur la présente demande de services juridiques *pro bono* seront transmises aux avocats membres de l'ODA qui se sont déclarés intéressés à fournir des services *pro bono* dans le(s) domaine(s) du droit touché(s) par la présente demande.
4. La personne morale requérante acceptera de payer à l'avocat en charge du mandat *pro bono* tous frais ou taxes (par exemple frais judiciaires) liés au mandat *pro bono*.
5. Dans l'hypothèse où des dépens devaient être octroyés par une autorité en lien avec le mandat *pro bono*, la personne morale requérante renonce à ceux-ci.
6. L'avocat en charge du mandat *pro bono* fournira, à la fin du mandat, aux membres de la CDH un retour sur le sérieux de la personne morale requérante dans le cadre de ce mandat. De même, l'avocat en charge du mandat *pro bono* informera la CDH en cas de problèmes dans l'exécution de son mandat et s'il entend y mettre fin. La personne morale requérante relève l'avocat de son secret professionnel à ce propos.
7. S'il apparaît qu'elle n'a pas agi avec sérieux dans le cadre d'un mandat *pro bono* (et en particulier qu'elle n'a pas donné suite ou a donné suite avec des retards importants à des demandes ou questions de l'avocat en charge du mandat *pro bono*), la personne morale requérante pourra être exclue de la Plateforme et se voir refuser toute demande de services juridiques ultérieure.
8. Finalement il est relevé que le fait que l'ODA, respectivement la CDH, permette, par le biais de la Plateforme, à la personne morale requérante d'obtenir des services juridiques *pro bono* ne sauraient en aucun cas être interprété comme une reconnaissance que l'ODA, respectivement la CDH, adhère aux buts de cette personne morale.

Pour la personne morale (selon pouvoir de signature tel qu'inscrit au Registre du commerce) :

Nom : _____ Prénom : _____

Date : _____ Lieu : _____

Signature : _____